

SOMMAIRE

Opinion : Rio+20 : Quel bilan et quelles attentes pour l'Afrique ? p2

Développement économique: performances économiques et commerciales p3, institutions financières internationales p3, relations interafricaines p3, partenariats traditionnels p4, partenariats non traditionnels et émergents p5, industries extractives p5, agriculture p5 ;

Développement humain: gouvernance p6, sécurité alimentaire p6, santé p7, éducation, R & D p7 ;

Intégration régionale : perspectives p8, EAC p8 ;

Protection de l'environnement : négociations internationales p9, protection de la faune et de la flore p9.

Edito

Rio + 20, devrait être l'occasion d'évaluer les objectifs de « Développement » en Afrique avant ceux de Développement Durable. L'accomplissement d'un certains nombres de « **Déterminants** » du **Développement** constitue un prè requis pour « accéder » au Développement Durable. L'Afrique est- elle prête pour enjamber le concept de Développement Durable et celui de l'économie verte ? Ou faudrait-il l'envisager dans une perspective très lointaine? Et quelle « **Économie verte** » pour l'Afrique ? Tels sont de questionnements auxquels devraient se poser les délégués africains dans cette conférence Rio 20 ans après Rio de 1992.

• **Brigitte Eale Mukundji**

OPINION : RIO +20 : QUEL BILAN ET QUELLES ATTENTES POUR L'AFRIQUE

Évoluant dans un environnement à fortes contraintes, l'Afrique est-elle prête pour un développement durable qui prône une économie verte ? Ce questionnement s'est posé aux négociateurs africains durant les préparatifs de Rio + 20. Nous pensons que le sommet de Rio + 20, devrait d'abord faire **le bilan des progrès des Objectifs du développement en Afrique**, avant d'enjamber ceux du Développement durable. Ce Sommet de Rio + 20 a pour objectifs entre autre de : susciter un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable, évaluer les progrès accomplis jusqu'à présent ainsi que les lacunes et retards restant à combler dans la mise en œuvre de textes de développement durable. Toutefois, des faits nous montrent que depuis Rio 1992, les engagements internationaux pour le développement durable ne se sont pas matérialisés en Afrique et plusieurs pays africains restent dans la catégorie de **Pays le Moins Avancés** ; alors de **quel développement s'agit-il** ?

Les pays africains ont réitéré la nécessité de définir l'économie verte comme un outil pour parvenir au développement durable (Déclaration consensuelle africaine pour Rio + 20). Mais en optant pour cette économie, l'Afrique doit être prudente et bien analyser la portée de cette économie. Etant donné que la plupart de pays en développement -y compris africains- restent méfiants quant au concept de l'économie verte, avec ses exigences sur les échanges internationaux, elle pourrait constituer une barrière pour son développement. Cette crainte est justifiée d'autant plus que l'économie verte exige tout « un arsenal » d'éléments dont : de gros investissements, une technologie sobre en carbone, la suppression de beaucoup d'emploi et même si elle va en créer, la reconversion des travailleurs sera difficile, car elle exigera une expertise de pointe que tous n'auront pas. C'est pour cela que l'Afrique insiste sur le fait que la promotion de cette économie dans la région doit être sous-tendue par les objectifs nationaux, les impératifs sociaux, économiques et environnementaux du développement et la réalisation des objectifs de ce dernier. Elle demande à ce que la communauté internationale mette en place une stratégie d'investissement international en vue de faciliter la transition vers une économie verte dans un cadre politique et institutionnel stables en reconnaissant le rôle fondamental de l'Etat.

L'Afrique devrait d'abord remplir un certain nombre de préalables de « Développement » avant d'entamer la durabilité et l'économie verte. Et ce dernier devra être envisagé dans une vision à long terme. Nous espérons que Rio + 20 ne fasse pas table rase sur Rio de 1992 » et ne vienne pas abolir mais plutôt l'accomplir en s'inscrivant dans sa continuité tout en se basant sur un certain nombre de principes notamment : le principe de précaution et celui de responsabilités communes mais différenciés et de souveraineté nationale dans la mise en pratique de différentes conventions dont celle du changement climatique pour la réduction de gaz à effet de serre. Que Rio + 20 soit un terrain où les pays industrialisés augmentent leurs ambitions financières en termes d'engagements comme ils les avaient promis en 1992.

Brigitte Eale Mukundji

Développement économique

Performances économiques et commerciales : derniers chiffres du FMI sur l'Afrique Subsaharienne.

Le dernier bulletin du FMI sur les perspectives régionales en Afrique vient d'être publié (mai 2012). Il indique que le PIB en Afrique Subsaharienne devrait continuer de croître pour atteindre une moyenne de +5%. Cette croissance s'explique d'une part car cette région est relativement à l'abri des facteurs négatifs qui touchent les pays développés, et d'autre part par l'amélioration de la situation sur le terrain, tels que sortie de crise (politique, alimentaire), inauguration d'infrastructures ou encore du fait de nouvelles sources d'exploitation des ressources naturelles. La croissance est également tirée par la demande intérieure en particulier par les investissements et la consommation de services. Seuls bémols pour le FMI, un risque de baisse des exportations et des investissements vers et en provenance de la zone euro, et une inflation toujours importante en Afrique de l'Est. L'organisation internationale annonce pour 2012 un rééquilibrage des finances publiques dans les deux tiers des pays africains et une reconstitution progressive des marges de manœuvre budgétaire. Le FMI est satisfait des « *progrès considérable accomplis en Afrique subsaharienne en ce qui concerne les capacités de l'Etat [meilleure mobilisation des recettes] et l'établissement d'un climat favorable à l'activité du secteur privé* » - Bulletin du FMI, 14/05/2012, *La croissance se poursuit en Afrique subsaharienne dans un climat mondial d'incertitude.*

<http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/survey/so/2012/car051412af.pdf>

Institutions financières internationales: la Banque mondiale vient en aide au Sud Soudan.

38 millions US\$ viennent d'être accordés au Sud Soudan par la Banque Mondiale afin de supporter des projets de construction de routes en milieu rural. Depuis plusieurs mois le Sud Soudan a engagé une épreuve de force avec le Soudan sur la question du transit pétrolier, au point de mettre en péril sa faible économie liée à plus de 90% aux revenus de l'or noir, dont il a arrêté l'extraction afin de ne rien donner à Khartoum. Sans l'aide du Qatar et d'autres pays, Juba aurait probablement déjà fait faillite – Sudan Tribune, 19/05/2012, *World Bank gives South Sudan \$38 million grants to improve rural roads.*

<http://www.sudantribune.com/World-Bank-gives-South-Sudan-38,42648>

Relations inter africaines: la crise mondiale ne fait pas que des malheureux.

Sous les effets de la crise mondiale, certains producteurs africains ont du trouver de nouvelles débouchées. Ce fut le cas des producteurs de pomme sud africains qui, voyant leurs principaux marchés en Europe s'effondrer, se sont tournés vers leurs voisins pour écouler leur production. En effet grâce aux accords de libre échange conclus au sein de la SADC et du COMESA, le Kenya et l'Ouganda sont devenus les 2^o pays de vente. Les ventes devraient croître de +7% en 2012 au sein des marchés africains d'après l'USDA. L'Afrique du Sud mise beaucoup sur le développement des marchés africains pour ses productions – Agence Ecofin, 21/05/2012, *Les fruits d'Afrique du Sud se tournent vers les marchés africains.*

<http://www.agenceecofin.com/marches/2105-4930-les-fruits-d-afrique-du-sud-se-tournent-vers-les-marches-africains>

Partenariats traditionnels : soutien des Etats-Unis à la Tunisie dans le cadre de l'aide aux pays du printemps arabe.

Les Etats-Unis, dans leur appui aux nouvelles démocraties du « Printemps arabe », ont décidé de soutenir financièrement la Tunisie afin de l'aider à passer le cap des difficultés économiques. La Secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a annoncé un versement de 100 millions US\$ à la Tunisie afin que cette dernière honore ses responsabilités auprès de la Banque Mondiale et de la BAD. Les USA s'engagent également à soutenir Tunis sur les marchés internationaux pour toute demande de nouvel emprunt – Webmanager, 19/05/2012, *Les USA couvrent les dettes de la Tunisie auprès de la BM et de la BAD.*

<http://www.webmanagercenter.com/management/article.php?id=119871>

C'est grâce au soutien affiché des Etats-Unis que la Tunisie a annoncé dans la foulée qu'elle lancera en juillet 2012 un emprunt de 300/350 millions US\$ sur les marchés internationaux. Le soutien américain permet à Tunis d'emprunter à des taux beaucoup plus bas que le pays n'aurait pu le faire en raison de sa notation sur les marchés – African Manager, 23/05/2012, *La Tunisie lancera, en juillet, un emprunt de 350 millions de dollars, garanti par les USA.*

<http://www.africanmanager.com/140608.html>

Partenariats traditionnels : bilan de 10 ans d'AGOA.

A l'approche du prochain forum de l'AGOA prévu les 14 et 15 juin 2012, le Secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, Johnnie Carson, était invité à s'exprimer devant la Commission sur l'Afrique de la Chambre des représentants. La loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique a fêté ses dix ans en 2011 ; elle offre aux pays qui remplissent les critères américains la possibilité d'exporter leurs produits aux USA en franchise de douane. Le Secrétaire d'Etat adjoint a déclaré devant la Commission : « *je suis fermement convaincu que l'Afrique est la frontière suivante de l'économie mondiale, et cette évaluation n'est pas uniquement la mienne* ». Ces propos, très optimistes, s'expliquent par le triplement des exportations américaines entre 2001 et 2011 vers les pays Sub-sahariens de 7 à 21 milliards US\$, tandis qu'en 2011 les importations de cette région se montaient à 74,2 milliards US\$ - AllAfrica.com, 18/05/2012, *Afrique: L'Agoa renforce le commerce avec l'Afrique et soutient la croissance mutuelle.*

<http://fr.allafrica.com/stories/201205181283.html>

C'est au nom de certaines règles non respectées, en l'occurrence la liberté de la presse, que le gouvernement américain a menacé celui de Madagascar de ne pas permettre à l'île de retrouver sa place de pays éligible à l'AGOA – CRI online, 20/05/2012, *Les Etats-Unis remettent en cause la rééligibilité de Madagascar à l'AGOA.*

<http://french.cri.cn/621/2012/05/20/561s281781.htm>

Partenariats traditionnels : prêt d'un milliard du Japon.

Le Japon vient d'annoncer un prêt supplémentaire d'un milliard US\$ dans le cadre du programme d'Assistance au Renforcement du Secteur Privé (EPSA), projet mené conjointement avec la Banque Africaine de Développement depuis le

Sommet du G8 de Gleneagles en 2005. Le Japon a toujours témoigné d'un intérêt particulier pour la promotion du secteur privé en Afrique – Ghana Business News, 24/05/2012, *Japan lends \$1b to expand Africa's economic growth*.

<http://www.ghanabusinessnews.com/2012/05/24/japan-lends-1b-to-expand-africas-economic-growth/>

Partenariats non traditionnels et émergents : boom des échanges agricoles entre la Chine et l'Afrique.

Les échanges commerciaux agricoles sino-africains à l'image des rapports entre les deux parties du monde se sont fortement densifiés. Ils se sont chiffrés à 4,78 milliards US\$ en 2011, soit 2,45 milliards US\$ d'exportations chinoises pour 2,33 milliards d'exportations africaines, ce qui correspond à une augmentation de +40% par rapport à l'année précédente et une multiplication par 7,7 des échanges depuis 2007. Les échanges bilatéraux globaux se chiffraient en 2011 à 160 milliards US\$ - China Daily, 20/05/2012, *Spike in agricultural trade with Africa*.

http://europe.chinadaily.com.cn/world/2012-05/20/content_15340589.htm

Partenariats non traditionnels et émergents: faire le point sur les relations Afrique/Chine.

Un article de la BBC ponctué de vidéos revient sur les relations complexes entre l'Afrique et la Chine. Complexes car contrairement à ce que la plupart des gens pensent, la Chine n'est pas unie quand elle intervient en Afrique mais multiple (entreprises privées, agences d'état, etc, qui se font concurrence les uns les autres et parfois ne tiennent pas compte du PCC). En contrepartie de ses matières premières minérales, l'Afrique bénéficie de projets dont très souvent les procédures de décision et les délais de réalisation sont beaucoup plus rapides et plus facile à obtenir qu'avec des partenaires traditionnels. Toute la question reste de savoir comment l'Afrique va profiter au mieux de cette concurrence entre partenaires traditionnels et partenaires émergents - BBC, 22/05/2012, *Viewpoint: Africa must do more to profit from China*.

<http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-18143515>

Partenariats émergents et non traditionnels : développement des échanges économiques entre l'Inde et le Ghana.

Les relations économiques entre l'Inde et le Ghana sont en hausse. En 2011 le montant des échanges commerciaux entre les deux pays était de 818 millions US\$. D'après les estimations du gouvernement ghanéen cette somme devrait être d'un milliard US\$ en 2013. Des projets d'investissement indiens pour implanter des usines sont en cours de négociation. Le milieu économique indien va prochainement tenir à Accra un grand salon de 3 jours pour présenter ses entreprises (une centaine sont attendues : agriculture, construction, produits pharmaceutiques, textile) et mettre en relation les hommes d'affaire des deux pays – Ghana Business News, 21/05/2012, *Trade between Ghana and India to reach \$1b by 2013*.

<http://www.ghanabusinessnews.com/2012/05/21/trade-between-ghana-and-india-to-reach-1b-by-2013/>

Industries extractives : découverte de gisements dans l'est africain.

L'est africain est sur le point de devenir une importante région d'extraction de gaz naturel après les découvertes faites ces dernières semaines le long des côtes de l'Océan Indien entre le Kenya et le Mozambique. Les réserves du nord du Mozambique ont été évaluées à une taille proche de celles exploitées en Libye. Sur l'ensemble de la région les réserves estimées par l'Institut de recherche géologique des Etats-Unis se chiffrent à 253 trillions de mètre cube, soit plus que celles exploitées au Nigeria (186 trillions de mètre cube). Déjà des projets d'installation de complexe de liquéfaction de gaz sont évoqués au Mozambique qui pourrait devenir le 6^e producteur mondial de gaz. Ces découvertes arrivent fortuitement dans une région en plein boom. Les revenus du gaz pourraient tourner autour de 30 à 40 milliards US\$ au Mozambique (budget d'état à 4 milliards US\$ par an), alors que le pays est un des plus pauvres de la planète avec un revenu moyen par habitant de 400 US\$ par an. La question de l'utilisation de ces nouveaux revenus est maintenant ouverte – Reuters, 20/05/2012, *East Africa to join world gas giants*.

http://af.reuters.com/article/investingNews/idAFJJOE84J00420120520?feedType=RSS&feedName=investingNews&utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+reuters%2FAFRICAbusinessNews+%28News+%2F+AFRICA+%2F+Business+News%29&utm_content=Google+Reader

Agriculture : financement de la Banque Mondiale pour l'agriculture ouest africaine.

La Banque Mondiale a approuvé le 22 mai 2012 une facilité de financement de 120 millions US\$ dans le cadre de la seconde phase du Programme ouest africain de productivité agricole. Cette somme sera attribuée au Ghana et au Sénégal afin de propager des nouvelles technologies et techniques agricoles, le but ultime étant d'accroître fortement les productions agricoles de ces deux pays. Des exemples de cultures perfectibles au niveau régional sont citées, comme les céréales, le riz ou le cassave – Ghana Business News, 24/05/2012, *World Bank approves \$120m financing to expand agric technologies in Ghana, Senegal*.

<http://www.ghanabusinessnews.com/2012/05/24/world-bank-approves-120m-financing-to-expand-agric-technologies-in-ghana-senegal/>

Développement humain

Gouvernance : baromètre africain de la fraude.

La fraude signalée en 2011 en Afrique a coûté 10,8 milliards US\$ d'après le baromètre KPMG « baromètre africain de la fraude ». C'est en Afrique du Sud et au Nigeria que le plus de cas ont été reportés. Les employés de bureau sont les premiers fraudeurs et les administrations publiques les premières victimes d'après ce rapport. La fraude en Afrique est difficilement quantifiable comme l'ont montré des rapports précédents, cependant ce type d'étude revête un caractère informatif tout de même très intéressant – Ghana Business News, 22/05/2012, *Fraud cases in Africa reach \$10.8b in 2011 – KPMG*.

<http://www.ghanabusinessnews.com/2012/05/22/fraud-cases-in-africa-reach-10-8b-in-2011-kpmg/>

Sécurité alimentaire : lancement de la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

Dans le cadre du G8 à Camp David, le Président américain Barack Obama a annoncé un nouveau plan baptisé « Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition » dont l'objectif est de sortir 50 millions d'Africains de la pauvreté en 10 ans. Des dizaines d'entreprises du secteur privé, accompagnées par plusieurs organisations internationales, ont déjà annoncé qu'elles participeraient à cet effort ; 3 milliards US\$ d'investissements ont été promis dans le secteur agricole africain. Ces efforts viseront avant tout à améliorer la productivité des exploitations, à stimuler l'innovation et à mettre fin définitivement aux famines – Voice of America, 18/05/12, *Obama Announces Food Initiative for Africa*.

<http://www.voanews.com/content/obama-hosts-leaders-for-g8-nato-summit/720889.html>

Le Président de la BAD, Donald Kaberuka, accompagné de plusieurs présidents africains présents au G8, s'est dit intéressé par cette initiative et la supporte autant qu'il faudra – BAD, 18/05/2012, *La BAD participe au lancement de "La nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition"*

<http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/afdb-participates-in-launch-of-the-new-alliance-for-food-security-and-nutrition-9257/>

Comme annoncé, plusieurs entreprises se sont engagées (feuille de route) à investir en Afrique dans le secteur de l'agriculture pour un montant de 3 milliards US\$. Plusieurs noms (45) sont déjà cités dont des compagnies africaines (20): Dupont, Monsanto, Cargill, Diago, PepsiCO, Tanseed, etc. – Agence Ecofin, 21/05/2012, *G8 : 45 entreprises s'engagent à investir 3 milliards \$ dans l'agriculture africaine*.

<http://www.agenceecofin.com/investissement/2105-4929-g8-45-entreprises-s-engagent-a-investir-3-milliards-dans-l-agriculture-africaine>

Santé : baisse de la mortalité maternelle.

D'après plusieurs organisations internationales (dont l'OMS et l'UNICEF), la mortalité maternelle a fortement chuté en l'espace de 20 ans. Entre 1990 et 2010 le nombre de décès est passé de 543.000 à 287.000, soit une baisse de -47%. Malgré cela les experts estiment qu'au niveau du continent, même si les situations sont diverses, l'objectif n°5 des OMD de baisse de -75% de la mortalité maternelle d'ici 2015, ne sera pas atteint. Les quatre principales causes de décès sont: hémorragie importante lors de l'accouchement, infection suite à l'accouchement, hypertension pendant la grossesse, avortement qui tourne mal – Le Potentiel, 22/05/2012, *Afrique: Baisse significative de la mortalité maternelle*.

<http://fr.allafrica.com/stories/201205220229.html>

Education, R&D : 7^e Conférence internationale sur les TIC à Cotonou.

La 7^e Conférence internationale consacrée aux TIC appliquées au développement, à l'enseignement et à la formation s'est tenue du 23 au 25 mai 2012 à Cotonou au Bénin. Les TIC représentent pour l'Afrique un levier important d'acquisition de savoirs par la formation en ligne, permettant de palier certaines insuffisances. L'Afrique du Sud et l'Île Maurice ont investi depuis longtemps dans ces technologies. Depuis 5 ans, 37 autres pays africains s'y sont mis – Afriquinfos, 24/05/2012, *La croissance économique et durable africaine nécessite la formation*

en ligne.

<http://www.afriquinfos.com/articles/2012/5/24/croissance-economique-durable-africaine-necessite-formation-ligne-203061.asp>

Protection de l'environnement

Négociations internationales : Conférence préparatoire de Gaborone à Rio+20.

Une conférence préparatoire à la Conférence de l'ONU sur le développement durable (Rio+20) avait lieu cette semaine à Gaborone la capitale du Botswana. La réunion visait à mettre au point une position commune africaine à travers une « Déclaration pour le développement durable en Afrique ». Le continent africain doit faire face à une utilisation de ses matières premières de plus en plus importante, à une baisse de la biodiversité, à un stress hydrique de plus en plus important dans certaines régions et est confronté aux changements climatiques de manière brutale par l'accélération de l'érosion des côtes, et un risque accentué de désertification. Les chefs d'Etats et ministres présents ont discuté à travers cette « Déclaration » d'une feuille de route pour le développement durable en Afrique et l'utilisation des ressources du continent – VOA News, 24/05/2012, *African Leaders Discuss Roadmap for Sustainable Development*. <http://www.voanews.com/content/african-leaders-discuss-roadmap-to-sustainable-development/940457.html>

Protection de la Faune et de la Flore : braconnage en hausse du nombre d'éléphants.

MSNBC s'intéressait cette semaine au braconnage des éléphants en Afrique, dont les chiffres sont catastrophiques cette année. John Scanlon, Secrétaire Général de la Convention sur le Commerce International des Espèces en Danger pousse la sonnette d'alarme en déclarant que l'escalade du commerce illégale amène cette espèce vers l'extinction. La semaine dernière un conteneur abritant 359 défenses d'éléphant a été intercepté au Sri Lanka. John Scanlon ajoute que les niveaux de braconnage excèdent tout ce que peuvent supporter les quatre sous-régions africaines en 2011, avec des populations d'éléphant en nette déclin. Des dizaines de milliers d'éléphants ont été tués en 2011. Entre 1979 et 2007 leur nombre est passé de 1,3 million d'individus à 450.000 en 2007. Les experts et les ONG poussent le gouvernement américain à faire pression sur la Chine et la Thaïlande, proposant un moratoire de 10 ans sur l'importation d'ivoire afin de régénérer la population de pachyderme – MSNBC, 24/05/2012, *Tens of thousands of elephants likely killed last year, experts say*.

<http://worldnews.msnbc.msn.com/news/2012/05/24/11864661-tens-of-thousands-of-elephants-likely-killed-last-year-experts-say?lite>

Intégration régionale

Perspectives : création d'une vaste zone de libre échange en Afrique de l'est et australe d'ici juillet 2014.

D'après l'agence de presse Reuters un plan pour créer une vaste zone de libre-échange en Afrique de l'est et australe serait en route pour juillet 2014, issue de la fusion de l'EAC, du COMESA et de la SADC. La création d'une telle zone intégrée représenterait un espace peuplé de 525 millions de personnes représentant une capacité financière de 1000 milliards US\$. Le dernier point de négociation, qui semble déjà bien avancé, repose sur les règles d'origine. Autant dire que si cette vaste zone de libre échange voyait le jour, elle attirerait à n'en pas douter de nombreux investissements étrangers et boosterait les échanges entre nations africaines, à condition que le défi des infrastructures suive la tendance – Reuters, 19/05/2012, *Africa plan for \$1 trillion trade bloc on track.*

http://af.reuters.com/article/topNews/idAFJJOE84I00M20120519?feedType=RSS&feedName=topNews&utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+reuters%2FAFRICATopNews+%28News+%2F+AFRICA+%2F+Top+News%29&utm_content=Google+Reader

EAC : vote du budget 2012/2013, bilan et perspectives.

Le budget 2012/2013 de l'EAC vient d'être présenté lors du Conseil des ministres de l'organisation. Le budget pour cette année sera de 137 millions US\$. Les priorités iront sur l'union monétaire et le marché commun, la coopération dans la réalisation d'infrastructures communes, l'exécution du plan directeur de l'EAC sur la sécurité alimentaire et le changement climatique, la dépollution du lac Victoria. La réunion a également permis de faire le point sur l'année écoulée. Le PIB de la région a augmenté de +5,9% en un an malgré un environnement économique difficile et une inflation importante. Le commerce intra EAC a doublé depuis 2005 pour passer à 4 milliards US\$, ce qui ne représente toutefois que 11% du commerce total des pays membres. Des progrès ont été constatés pour la mise en place d'un marché financier unique, cependant des efforts restent à faire en terme de convergence des politiques économiques des Etats – Organisation de la Presse Africaine, 24/05/2012, *EAC's \$138 million budget for fy 2012/2013 presented to EALA / Budget prioritizes consolidation of Customs Union, Common Market and cross-border infrastructure development programmes, among others.*

<http://appablog.wordpress.com/2012/05/24/eacs-138-million-budget-for-fy-20122013-presented-to-eala-budget-prioritizes-consolidation-of-customs-union-common-market-and-cross-border-infrastructure-development-programmes-among-ot/>

A lire également, un résumé très percutant et sans concession des réalisations ces dernières années de l'EAC - Radio Nederland Wereldomroep, 23/05/2012, *La Communauté d'Afrique de l'Est rêve d'une union monétaire.*

<http://www.rnw.nl/afrique/article/la-communaut%C3%A9-d%E2%80%99afrique-de-l%E2%80%99est-r%C3%A4ve-dune-union-mon%C3%A9taire>



Africa 21 est une association basée au cœur de la Genève internationale qui entend œuvrer, par l'apport d'une base de faits, d'analyses et par la promotion du débat, à une meilleure compréhension des enjeux internationaux structurant le développement socio-économique durable de l'Afrique (notamment au regard des politiques d'intégration régionale). Elle vise par ailleurs à apparaître comme une force de prospective et de proposition compte tenu des grandes dynamiques d'avenir pour le continent.

Bulletin d'information

Le bulletin d'information repose sur un processus continu de veille de l'actualité africaine en matière de développement socio-économique durable. Cette publication s'appuie sur des outils collaboratifs en ligne, de récolte et de traitement de l'information, auprès de plus de 850 sources révisées régulièrement. On y trouve aussi bien les presses nationales africaines que la presse internationale, les administrations et les organisations internationales, ainsi que les ONG, les think tanks et autres centres de recherche. Publié chaque semaine, le bulletin d'information permet de suivre et ainsi de décrypter les enjeux actuels du développement socio-économique durable de l'Afrique.

© Association Africa 21

Site internet: www.africa21.org

Contact: julien.chambolle@africa21.org

Responsable éditorial: Brigitte Eale Mukundji

Rédacteur adjoint : Sanwé Médard Kiénoù,

Responsable scientifique: Alejandro Gómez

Support technique : Philippe Dubois.